Volume 2, Numéro 12, Décembre 2024

GeoVision

Revue du Laboratoire Africain de Démographie et des Dynamiques Spatiales

ISSN : 2707-0395

"Mieux comprendre l'espace"

Courriel: revuegeovision@gmail.com
Site web: www.revuegeovision.laboraddys.org
(+225) : 07 07 06 91 71/ 01 03 51 07 52
WhatsApp : +225 07 09 76 62 78

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication : Pr MOUSSA Diakité, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef : Pr LOUKOU Alain François, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef adjoint : Dr ZAH Bi Tozan, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Chargé de Diffusion et de Marketing : Dr FOFANA Bakary, Géographe, LABORADDYS

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Dr DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr FOFANA Bakary, Géographe, LABORADDYS

COMITÉ SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

Pr MOUSSA Diakité, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BÉCHI Grah Félix, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

PhD : Inocent MOYO, University of Zululand (Afrique du Sud) / Président de la Commission des études africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI)

Pr AFFOU Yapi Simplice, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ALOKO N'guessan Jérôme, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BIGOT Sylvain, Université Grenoble Alpes (France)

Professor J.A. BINNS, Géographe, University of Otago (Nouvelle-Zélande)

Pr BOUBOU Aldiouma, Université Gaston Berger (Sénégal)

Pr BROU Yao Télésphore, Université de La Réunion (La Réunion-France)

Pr Momar DIONGUE, Université Cheick Anta Diop (Dakar-Sénégal)

Pr Emmanuel EVENO, Université Toulouse 2 (France)

Pr KOFFI Brou Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr KONÉ Issiaka, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr Nathalie LEMARCHAND, Université Paris 8 (France)

Pr Pape SAKHO, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr SOKEMAWU Koudzo Yves, Université de Lomé (Togo)

Dr Ibrahim SYLLA, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr LOUKOU Alain François, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr VEI Kpan Noel, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) ZAH Bi Tozan, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) DIOMANDÉ Béh Ibrahim, Université Alassane Ouattara (Bouaké- Côte d'Ivoire)

Dr (MC) SORO Nabegue, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) KOFFI Kan Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) ETTIEN Dadja Zenobe, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr COULIBALY Seidou, Université Jean Lorougnon Guédé (Daloa-Côte d'Ivoire)

INDEXATIONS INTERNATIONALES

https://reseau-mirabel.info/revue/17310/Geovision

https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/150985

www.sudoc.fr/241026326

TOGETHER WE REACH THE GOAL

Journal details : http://sjifactor.com/passport.php?id=23386

INSTRUCTIONS AUX AUTEURS

Dans le souci d'uniformiser la rédaction des communications, les auteurs doivent se référer aux normes du Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et Sciences Humaines/CAMES. En effet, le texte doit comporter un titre (Times New Roman, taille 12, Lettres capitales, Gras), les Prénom(s) et NOM de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache, l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (250 mots), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats. Le manuscrit doit respecter la structure d'un texte scientifique comportant : Introduction (Problématique ; Hypothèse compris) ; Approche méthodologique ; Résultats et Analyse ; Discussion ; Conclusion ; Références bibliographiques. Le volume du manuscrit ne doit pas excéder 15 pages, illustrations comprises. Les textes proposés doivent être saisis à l'interligne 1, Times New Roman, taille 11.

1. Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante : 1. Premier niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras) ; 1.1. Deuxième niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras, italique) ; 1.2.1. Troisième niveau (Times New Roman, Taille de police 11, gras, italique).

2. Les illustrations : les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré ; taille de police 11, gras). La source (centrée) est indiquée en dessous de l'élément d'illustration (Taille de police 10). Ces éléments d'illustration doivent être annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

3. Notes et références : 3.1. Éviter les références de bas de pages ; 3.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit : -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées. Exemple : (B. FOFANA, 2021, p.28) ; -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées). Exemple : B. FOFANA (2021, p.28).

4. La bibliographie : elle doit comporter : le nom et le (les) prénom (s) de (des) auteur(s) entièrement écrits, l'année de publication de l'ouvrage, le titre, le lieu d'édition, la maison d'édition et le nombre de pages de l'ouvrage. Elle peut prendre diverses formes suivant le cas :
- *pour un article :* LOUKOU Alain François, 2012, « La diffusion globale de l'Internet en Côte d'Ivoire. Évaluation à partir du modèle de Larry Press », in *Netcom*, vol. 19, n°1-2, pp. 23-42.

- *pour un ouvrage :* HAUHOUOT Asseypo Antoine, 2002, *Développement, aménagement, régionalisation en Côte d'Ivoire*, EDUCI, Abidjan, 364 p.

- *un chapitre d'ouvrage collectif* : CHATRIOT Alain, 2008, « Les instances consultatives de la politique économique et sociale », in Morin, Gilles, Richard, Gilles (dir.), *Les deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, « Des poings et des roses », pp. 255-266.

- *pour les mémoires et les thèses :* DIARRASSOUBA Bazoumana, 2013, *Dynamique territoriale des collectivités locales et gestion de l'environnement dans le département de Tiassalé*, Thèse de Doctorat unique, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, 489 p.- *pour un chapitre des actes des ateliers, séminaires, conférences et colloque* : BECHI Grah Felix, DIOMANDE Beh Ibrahim et GBALOU De Sahi Junior, 2019, Projection de la variabilité climatique à l'horizon 2050 dans le district de la vallée du Bandama, Acte du colloque international sur « *Dynamique des milieux anthropisés et gouvernance spatiale en Afrique subsaharienne depuis les indépendances* » 11-13 juin 2019, Bouaké, Côte d'Ivoire, pp. 72-88

- *Pour les documents électroniques* : INS, 2010, *Enquête sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire*. Disponible à : http://www.ins.ci/n/documents/travail_enfant/Rapport%202008-ENV%202008.pdf, consulté le 12 avril 2019, 80 p.

Éditorial

Comme intelligence de l'espace et savoir stratégique au service de tous, la géographie œuvre constamment à une meilleure compréhension du monde à partir de ses approches et ses méthodes, en recourant aux meilleurs outils de chaque époque. Pour les temps modernes, elle le fait à l'aide des technologies les plus avancées (ordinateurs, technologies géospatiales, à savoir les SIG, la télédétection, le GPS, les drones, etc.) fournissant des données de haute précision sur la localisation, les objets et les phénomènes. Dans cette quête, les dynamiques multiformes que subissent les espaces, du fait principalement des activités humaines, offrent en permanence aux géographes ainsi qu'à d'autres scientifiques des perspectives renouvelées dans l'appréciation approfondie des changements opérés ici et là. Ainsi, la ruralité, l'urbanisation, l'industrialisation, les mouvements migratoires de populations, le changement climatique, la déforestation, la dégradation de l'environnement, la mondialisation, etc. sont autant de processus et de dynamiques qui modifient nos perceptions et vécus de l'espace. Beaucoup plus récemment, la transformation numérique et ses enjeux sociaux et spatiaux ont engendré de nouvelles formes de territorialité et de mobilité jusque-là inconnues, ou renforcé celles qui existaient au préalable. Les logiques sociales, économiques et technologiques produisant ces processus démographiques et ces dynamiques spatiales ont toujours constitué un axe structurant de la pensée et de la vision géographique. Mais, de plus en plus, les sciences connexes (sciences sociales, sciences économiques, sciences de la nature, etc.) s'intéressent elles aussi à l'analyse de ces dynamiques, contribuant ainsi à l'enrichissement de la réflexion sur ces problématiques. Dans cette perspective, la revue Géovision qui appelle à observer attentivement le monde en vue de mieux en comprendre les évolutions, offre aux chercheurs intéressés par ces dynamiques, un cadre idéal de réflexions et d'analyses pour la production d'articles originaux. Résolument multidisciplinaire, elle publie donc, outre des travaux géographiques et démographiques, des travaux provenant d'autres disciplines des sciences humaines et naturelles. Géovision est éditée sous les auspices de la Commission des Études Africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI), une instance spécialement créée par l'UGI pour promouvoir le débat académique et scientifique sur les enjeux, les défis et les problèmes spécifiques de développement à l'Afrique. La revue est semestrielle, et parait donc deux fois par an (en anglais et en français).

La rédaction

AVERTISSEMENT

Le contenu des publications n'engage que leurs auteurs. La Revue Géovision ne peut, par conséquent, être tenue responsable de l'usage qui pourrait en être fait.

SOMMAIRE

ÉVOLUTION DE LA GESTION DES ARBRES DANS LES CHAMPS ET JACHÈRES DE LA COMMUNE DE DJOUGOU (NORD DU BENIN), VERS LA FIN DES PARCS AGROFORESTIERS TRADITIONNELS ? **Abidine KOUKPERE[1], Rodrigue HOUESSE[2]** **11**

IMPACT DE L'UTILISATION D'HERBICIDE DANS LES SAVANES SAHELIENNES. LE CAS DES SOLS AGRICOLES DANS LA PROVINCE DU LOGONE OCCIDENTAL AU TCHAD **Model DJEMON** **29**

URBANISATION ET VULNÉRABILITÉ SOCIOSANITAIRE ASSOCIÉE : EXEMPLE DE LA BILHARZIOSE A RICHARD-TOLL (SÉNÉGAL) **Massar Sène** **42**

DYNAMIQUE SPATIALE AGRICOLE DANS LES ZONES HUMIDES ET CONTEXTE CLIMATIQUE DANS LE DEPARTEMENT DE BOUAFLE **Kouadio Alain Joël N'GUESSAN[1], Kan Emile KOFFI[2], Grah Félix BECHI[3]** **58**

APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET GESTION DES OUVRAGES HYDRAULIQUES DANS LA COMMUNE DE OUESSÈ (DÉPARTEMENT DES COLLINES, BENIN) **Souleymane AFOUDA[1]*, Romaric OGOUWALE[1] et Joseph DJEVI[2]** **75**

SOCIO-ECONOMIC AND ENVIRONMENTAL STUDY OF THE EXPLOITATION OF RONE TREES (Borassus aethiopium Mart) IN THE SUB-PREFECTURE OF BOUNA IN THE SOUTH OF CHAD **ADAMOU YERIMA[1], MOUNDAKOM YANDI[2], KELGUE Salomon[3]** **90**

LES EXPORTATIONS DE BOIS DÉBITÉS AU PORT D'OWENDO : ORGANISATION LOGISTIQUE ET CONTRAINTES **Brice IBOUANGA** **102**

LES DETERMINANTS DE LA DENSIFICATION DEMOGRAPHIQUE DANS LA ZONE DENSE DE KORHOGO **EBIAN Jean Paul Enoh Koffi[1], ESSAN Kodjia Valentin[2], ALOKO-N'GUESSAN Jerôme[3]** **115**

ANALYSE DES DÉTERMINANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX DU CONCASSAGE MANUEL DE PIERRES À KORHOGO AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE **ALLOU Tolla Koffi[1], KOULOMIAN Dao[2]** **129**

INSTITUT DE FORMATION ET D'EDUCATION FEMININE (IFEF) : QUEL APPORT POUR LES FEMMES DE LA VILLE DE PRIKRO ? **ASSUÉ Yao Jean-Aimé[1], KOUAKOU Adjoa Mauraine-Fabienne[2], CISSÉ Kané Vassouleymane[3]** **145**

PRATIQUE DES ACTIVITÉS RIZICOLES FACE AUX CONTRAINTES PLUVIOMÉTRIQUES DANS LA RÉGION DE SÉGOU (CENTRE DU MALI) **Lamine Boua COULIBALY** **155**

TERRITORIALISATION DE LA CONTESTATION DES ELECTIONS LOCALES EN COTE D'IVOIRE DE 2012 A 2023 **Adou Jean Marc Le Thoi ADJI[1], Kobenan Christian Venance KOUASSI[2], One Enoc GUEDE[3], Dadja Zénobe ETTIEN[4], Joseph Pierre ASSI-KAUDJHIS[5]** **168**

PÉRIURBANISATION ET ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE DANS L'ARRONDISSEMENT DE GLO-DJIGBE (COMMUNE D'ABOMEY-CALAVI AU SUD-BENIN) : DYNAMIQUES ACTUELLES ET PERSPECTIVES **BALOUBI Makodjami David** **183**

STRATÉGIES DES MARCHANDS FACE AUX CRISES ET INCERTITUDES DU COMMERCE DANS DEUX ZONES TRANSFRONTALIERES DU BENIN, NIGER ET NIGERIA **Mahaman Moustapha MAMADOU KONE [1]** **199**

RISQUES AGROCLIMATIQUES POTENTIELS DE LA CULTURE DU MAÏS DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LA RÉGION DU PORO (NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE) **[1]Gueadan Guy Charles DOH *, [2]Dotchan BAMBA, [3] Kpaka Sabine DOUDOU DIOBO, [4] Narcisse Bonaventure ASSI-KAUDJHIS** **211**

QUELQUES TOPONYMES DE LA PROVINCE DE PONI. PREUVES INTRINSÈQUES DE L'EXPRESSION IDENTITAIRE ET D'UNE MÉMOIRE COLLECTIVE **YOUL Palé Sié Innocent Romain[1], TRAORÉ Daouda[2], KABORE Bernard[3]** **224**

MODE D'ACCÈS ET RECOURS AUX SOINS DE SANTÉ DANS LE VILLAGE DE DOUGOULAKORO (COMMUNE DE BAGUINÉDA-CAMP, MALI) **MALICK TIMBINE[1], ADAMA KONE[2], ISSA TOGOLA[3], MOUNÉROU DJIRÉ[4]** **234**

STRATÉGIE DE RÉSILIENCE DES PETITS PRODUCTEURS DE RIZ FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LA PLAINE DE SATÉGUI-DÉRESSIA AU SUD DU TCHAD **ASSOUE Obed** **246**

HYDRAULIQUE MODERNE ET NOUVELLE TERRITORIALITÉ DANS LE DELTA DU FLEUVE SÉNÉGAL **Saliou KAMARA[1], Adrien COLY[2], Ndoumbé NDONGO[3], Philippe MARTIN[4]** **258**

ANALYSE DES EXTERNALITÉS NÉGATIVES DES ACTIVITÉS PORTUAIRES SUR L'ENVIRONNEMENT AU SUD DU BENIN **Sylvain AKIYO[1 et 2], Luc Ogousinya BIAOU CHABI[*2], Séraphin MOUZOUN[2], Benjamin ALLAGBE[2] et Ibouraïma YABI[1]** **275**

ANALYSE DES MODES DE GESTION DES BOUES DE VIDANGE EN COMMUNE I DU DISTRICT DE BAMAKO AU MALI **Yakouréoun DIARRA** **291**

ÉTAT DES LIEUX DES RESSOURCES NATURELLES ET IMPACTS DES SEUILS D'ÉPANDAGES SUR LA PARTIE OUEST DE LA VALLÉE DE MINAO, COMMUNE RURALE DE KALFOU **ISSAKA MAHAMAN Dalibou** **304**

AU CŒUR DES LOGIQUES D'ACTEURS AUTOUR DU BARRAGE DE SALBISGO AU BURKINA FASO : CAS DES USAGERS AGRICOLES **Frédéric BATIONO[1], Abdoul Rasmané ZONGO[2], Joël OUEDRAOGO[3], Yélézouomin Stéphane Corentin SOME[4]** **317**

PLACE DU TRAVAIL EN ÉQUIPE DANS LA CULTURE DE LA QUALITÉ DES SOINS ET DE LA SÉCURITÉ DES PATIENTS AU CHU GABRIEL TOURE DE BAMAKO **Yaya TRAORE[1], Soungalo YAO[2], Adama DIABATE[3]** **332**

FONCTIONS SOCIALES DU RITE D'INITIATION « ATIKIN DOU-DOU des ADEPTES DU VODOUN THRON KPETO DEKA ALAFIA CHEZ LES ADJA DE DOGB0 **TAKPE Kouami Auguste** **343**

LES SAVOIRS ANCESTRAUX DANS LA CONSERVATION : PROCESSUS D'ACQUISITION, EVOLUTION ET FACTEURS D'EROSION AU SEIN DES COMMUNAUTES RIVERAINES DE LA FORET CLASSEE DE KOUSMAR (NDIAFFATE, SENEGAL) **Biram NDOUR[1], Babacar DIOUF[2], Ramatoulaye DIALLO[3]** **355**

GESTION DES ACTIVITÉS HALIEUTIQUES AU GABON : CAS DE LA PÊCHE ILLÉGALE DANS L'ESTUAIRE DU KOMO **Aline Joëlle LEMBE BEKALE[1], Ismaël Réginald IBOUANGA[2]** **370**

CROISSANCE URBAINE ET AMÉNAGEMENT HYDRO-AGRICOLE A KONNI (NIGER), **MAHAMANE ABDOUL-KADER Moustapha [(*) (1)], HAROUNA KASSOUM Nazifi [(1)], IDRISSA BONDABA Tayabou [(2)], DAMBO Lawali [(3)]** **383**

DYNAMIQUES TERRITORIALES DE L'OFFRE DE SOINS DANS LA WILAYA DE CONSTANTINE, PRATIQUES ET REPRÉSENTATIONS DES POPULATIONS **Chiraz ZEGHDAR** **395**

MOBILITÉ PASTORALE DES ÉLEVEURS PEUL ET STRATÉGIES D'ACCÈS AUX RESSOURCES DANS LE DÉPARTEMENT DE KOUNGHEUL (SÉNÉGAL) **Mamadou Saidou DIALLO, Ibrahima Faye DIOUF** **410**

IMPACTS DES INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL (ICS) SUR LA PRODUCTION AGRICOLE DANS LES COMMUNES RIVERAINES (DÉPARTEMENT DE TIVAOUANE/REGION DE THIÈS), **Henri Marcel SECK.[1], El hadji Balla DIEYE[2], TIDIANE SANE [3] Bonoua FAYE[4]** **421**

ACCÈS À L'ÉNERGIE DANS LE PÉRIURBAIN DE LA VILLE DE OUAGADOUGOU, BURKINA FASO **GANSAONRÉ Raogo Noël** **435**

ATOUTS ET PROBLÈMES DES MÉTIERS DE L'ARTISANAT DE SERVICE DANS LA COMMUNE DE BANTE AU CENTRE DU BENIN **Toundé Roméo Gislain KADJEGBIN** **450**

LA FEMME CONGOLAISE ET LA MISSION PROTESTANTE AU CONGO : LECTURE DE L'HYMNOGRAPHIE POST-COLONIALE (1947-1969). **Aris Cristel KIBAMBA KIKOULOU** **463**

LA RÉALITÉ MIXTE EN GÉOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT : UNE INNOVATION IMMERSIVE PERTINENTE ? **BAILLY ERIC[1], WHAL JULIEN[2], OKONEK NICOLAS[3]** **477**

CONTRIBUTION DE L'ENSEIGNEMENT/APPRENTISSAGE DE LA GEOGRAPHIE PHYSIQUE A L'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LES CLASSES DU SECONDAIRE AU GABON **Séverin EMANE MBA** **489**

ACCESSIBILITÉ GÉOGRAPHIQUE AUX SOINS OBSTÉTRICAUX ET NÉONATALS D'URGENCE (SONU) AU BURKINA FASO EN 2020 **Kinda Abdoul Aziz*[1], Cissé Kadari[1], Yugbare Belemsaga Danielle[1], Lougue Siaka[1], Nacanabo Relwemdé[1], Bandaogo Souleymane[1], Compaoré Rachidatou[1], Ouedraogo Henri Gauthier[1], Sory Issa[2], Aude Nikièma[3], Kouanda Séni[1,4].** **499**

ANALYSE DES EFFETS DE LA SÈCHERESSE ET DES INONDATIONS SUR LA CULTURE DU MAÏS DANS LA COMMUNE RURALE DE DIALAKOROBA AU MALI **Mamy DIARRA[1], N'Famara TRAORE[2], Sory Ibrahim BAH[3]** **517**

L'ADDICTION A INTERNET CHEZ LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA (CÔTE D'IVOIRE) : UNE RÉALITÉ **Kouamé Fréderic N'DRI[1], Barakissa SORO[2], Kone Ferdinand N'GOMORY[3], Dhédé Paul Éric KOUAME[4]** **528**

CONTRIBUTION DES STRUCTURES DE COLLECTE À LA GESTION DES DÉCHETS SOLIDES MÉNAGERS EN CÔTE D'IVOIRE : CAS DE LA VILLE DE BLOLÉQUIN **Evrard KPAE[1], VEI Kpan Noel[2], Kouassi Samuel KONAN[3]** **538**

EVOLUTION DE LA BIOMASSE DANS LES BASSINS D'APPROVIONNEMENT EN BOIS DE LA VILLE DE NIAMEY AU NIGER **MAHAMADOU MOUDI Rachid[1] IBRAHIM MOUSSA Saidou[2], SOULEY Kabirou [3]** **556**

PÉRIURBANISATION ET ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE DANS L'ARRONDISSEMENT DE GLO-DJIGBE (COMMUNE D'ABOMEY-CALAVI AU SUD-BENIN) : DYNAMIQUES ACTUELLES ET PERSPECTIVES

BALOUBI Makodjami David

d.baloubi@yahoo.fr

Laboratoire d'Etudes des Dynamiques Urbaines et Régionales (LEDUR), Département de Géographie et Aménagement du Territoire (DGAT), Faculté des Sciences Humaines et Sociales (FASHS) /Ecole normale supérieure (ENS), Université d'Abomey-Calavi (UAC)/Bénin.

Résumé

La périurbanisation est une problématique qui reste au cœur des enjeux de l'aménagement des territoires, en particulier dans la gestion de ses effets. Ce phénomène présente des conséquences sur l'accès des populations aux services sociaux de base. La présente recherche vise à étudier les effets de la périurbanisation sur l'accès des populations aux services sociaux de base dans l'Arrondissement de Golo-Djigbé.

La méthodologie adoptée dans le cadre de cette recherche s'articule autour de la recherche documentaire et les enquêtes de terrain à travers les questionnaires et les entretiens. Pour mener à bien les enquêtes de terrain, un échantillon a été déterminé et est composé de 198 personnes.

Il ressort de l'analyse des résultats que la population de l'arrondissement de Glo-Djigbé qui était de 12 827 habitants en 2002 est passée à 28 103 habitants en 2013. L'arrondissement-dispose d'un centre de santé public et de plusieurs centres de santé privés pour ce qui est des infrastructures sanitaires. Quant aux infrastructures scolaires, 02 écoles maternelles publiques, 03 Collèges d'Enseignement Général, 13 écoles primaires publiques et plusieurs collèges privés desservent l'arrondissement. Pour le service d'électricité, 25 % des ménages sont abonnés à la Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE) au sein de l'arrondissement. Le forage est la source d'approvisionnement en eau d'environ 50 % des ménages enquêtés, suivi de la SONEB (30%) et les eaux de puits (20 %). Ces infrastructures de base sont en quantité insuffisante et parfois inadéquates face aux besoins de la population.

Mots clés : Glo-Djigbé, périurbanisation, accès, services sociaux de base, perspectives

PERI-URBANIZATION AND ACCESS TO BASIC SOCIAL SERVICES IN THE DISTRICT OF GLO-DJIGBE (COMMUNE OF ABOMEY-CALAVI IN SOUTH BENIN): CURRENT DYNAMICS AND OUTLOOK

Abstract

Peri-urbanization is a problem that remains at the heart of the challenges of regional planning, particularly in the management of its effects. This phenomenon has consequences on the access of populations to basic social services. This research aims to study the effects of peri-urbanization on the access of populations to basic social services in the Glo-Djigbé District.

The methodology adopted in the context of this research is based on documentary research and field surveys through questionnaires and interviews. To carry out the field surveys, a sample was determined and is composed of 198 people. The analysis of the results shows that the population of the Glo-Djigbé district, which was 12,827 inhabitants in 2002, increased to 28,103 inhabitants in 2013. The district has a public health center and several private health centers for health infrastructure. As for school infrastructure, 02 public nursery schools, 03 general education colleges, 13 public primary schools and several private colleges serve the district. For electricity service, 25% of households are subscribed to the Beninese Electric Energy Company (SBEE) within the district. Boreholes are the source of water supply for approximately 50% of the households surveyed, followed by SONEB (30%) and well water

(20%). These basic infrastructures are insufficient in quantity and sometimes inadequate to meet the needs of the population.
Keywords: Glo-Djigbé, peri-urbanization, access, basic social services, outlook.

Introduction

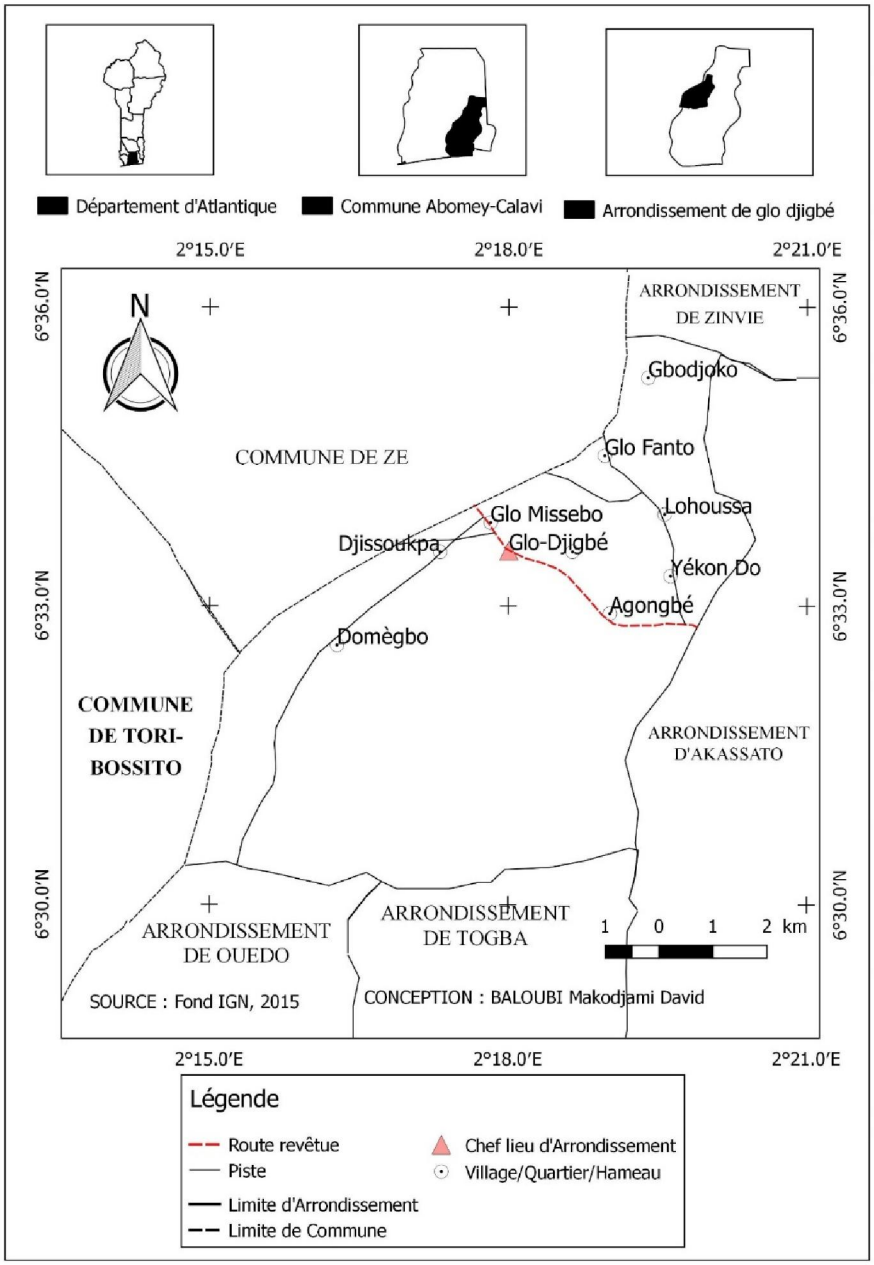
Au début des années 60, la densité de la population des pays africains a été multipliée en moyenne par 5 ou 6. Le peuplement du continent africain a évolué profondément, de manière spontanée, ou au travers de politiques d'aménagement (OCDE, 2020, p.2). En effet, partout en Afrique, l'extension rapide de l'urbanisation crée des espaces hybrides, mêlant des caractères urbains et ruraux.
Ainsi, le mécanisme de périurbanisation tel qu'on le voit se développer en Afrique de l'Ouest apparaît comme le début de la généralisation de l'urbanisation des territoires de cette partie du continent (M-C. Jaillet, 2004, p.43). Dès lors, la périurbanisation offre une large palette de situations et met en exergue la question de l'émergence de nouveaux territoires. Elle témoigne donc, d'une forte imbrication rural/urbain et les fonctionnalités « originelles » de l'espace se mêlent, tout en se recomposant avec de nouvelles fonctionnalités plus urbaines, le tout sur fond de changement social pour ces territoires périurbains (ONU-Habitat, 2012, p.10). Ce qui fait que la périurbanisation est devenue une question de recherche au fur et à mesure de l'autonomisation de l'espace périurbain tant par rapport à la ville que par rapport à la campagne (M. Poulot et C. Aragau, 2013, p.1). Car, dans une agglomération vivante et se développant sur la base d'activités et services exercés par ses habitants, plus ces activités sont dynamiques, étendues et variées, plus l'agglomération croît, se développe et attire des migrants soucieux d'y trouver emplois et mieux-être. Par conséquent, la taille, les fonctions et la nature des activités sont ainsi fonction du dynamisme de la ville (N. Agossou, 2011, p.467).
Au Bénin, on assiste à une urbanisation rapide. Entre 1961 et 2002, le taux d'urbanisation du Bénin est passé de 16% à 38,9% avec une population urbaine de 4.125.146 habitants pour une population totale de 9.012.163 habitants en 2012 (INSAE, 2013, p.42). Mais, cette croissance urbaine qui impulse la création de plusieurs zones périurbaines n'est pas maîtrisée. Car, elle s'est faite de manière anarchique et illégale et les principales conséquences en sont l'insalubrité, la pollution de l'air et de l'eau, l'accumulation des déchets, l'insécurité, la délinquance et l'insuffisance des infrastructures sociocommunautaires (J. Veron, 2008, p.45).
C'est le cas de l'Arrondissement de Glo-Djigbé dans la Commune d'Abomey-Calavi au sud-Bénin. L'accélération de la périurbanisation dans cet arrondissement s'explique par sa proximité avec les villes de Cotonou et d'Abomey-Calavi qui montrent des signes de saturation et déversent leurs populations sur les arrondissements environnants dont Glo-Djigbé. Il est devenu l'un des arrondissements les plus attractifs, surtout avec la mise en œuvre de plusieurs projets étatiques dont une zone franche industrielle. En effet, l'Arrondissement de Glo-Djigbé est de plus en plus sollicité par les citadins et les investisseurs. Ce qui engendre un besoin significatif d'infrastructures sociocommunautaires dans l'Arrondissement.
La présente recherche se propose d'étudier l'accès des ménages aux services sociaux de base en lien avec la périurbanisation observée dans cet Arrondissement.

1. Matériels et méthodes

1.1 Situation géographique du cadre d'étude

L'Arrondissement de Golo-Djigbé est situé au sud du Bénin, entre 6°31'et 6°35' de latitude Nord et 2°16'et 2°20' de longitude Est (figure 1).

Figure 1 : Situation géographique de l'Arrondissement de Golo-Djigbé



La figure 1 montre que l'Arrondissement de Golo-Djigbé est limité au Nord par celui de Zinvié, au Sud par ceux de Togba et de Ouèdo, à l'Est par l'arrondissement d'Akassato et à l'Ouest par les communes de Zè et de Tori-Bossito.

La situation géographique de l'Arrondissement de Golo-Djigbé offre à ses résidents l'avantage d'une proximité avec la ville d'Abomey-Calavi (15 km environ) et avec la ville de Cotonou (45min environ) qui sont les deux métropoles des départements de l'atlantique et du littoral. En effet, les espaces habitables étant en extinction dans ces métropoles, les espaces vacants de l'Arrondissement de Glo-Djigbé, constituent des zones convoitées pour la construction des habitations par les populations.

1.2 Données utilisées

Plusieurs données ont servi à la réalisation de cette recherche. Il s'agit des :

- données démographiques de l'Arrondissement de Golo-Djigbé de 1979 à 2013 obtenues à l'INStaD (ex-INSAE). Ces données ont permis d'analyser l'évolution de la population ;
- données sur les infrastructures sociocommunautaires de base disponibles dans l'Arrondissement de Glo-Djigbé. Ces données ont permis d'analyser la répartition spatiale de ces infrastructures ;
- informations socio-économiques sur les différentes activités menées par les populations de l'Arrondissement de Glo-Djigbé, obtenues au cours des enquêtes de terrain. Ces données ont permis d'analyser les implications des activités des populations dans l'amélioration de leur condition de vie ;
- données sur l'occupation du sol. Ces données ont permis de faire une analyse diachronique de l'occupation du sol de l'Arrondissement de Glo-Djigbé entre les années 2000 et 2020.

1.3 Techniques et outils de collectes des données

Pour bien mener cette recherche, des techniques et outils de collecte des données ont été utilisés.
Les techniques de collecte de données utilisées se résument à la recherche documentaire, les enquêtes par questionnaire, les entretiens et les observations directes.
Les outils utilisés dans le cadre de ce travail sont le questionnaire, le guide d'entretien et la grille d'observation. Pour ce qui est des matériels de collecte, il y a un appareil photo numérique pour la prise de vues et un GPS pour la prise de coordonnées géographiques des infrastructures sociocommunautaires de base disponibles dans l'Arrondissement de Golo-Djigbé
Les enquêtes ont été menées auprès d'un échantillon de la population bien défini.

1.3.1 Echantillonnage

La technique d'échantillonnage adoptée est celle du choix aléatoire afin de prendre en compte toutes les catégories socio-professionnelles qui résident dans l'arrondissement. La base de sondage est constituée des données de la population issues du quatrième RGPH de 2013.
L'enquête s'est déroulée dans neuf (09) villages sur les quatorze (14) que compte l'Arrondissement de Golo-Djigbé. Il s'agit de : Agongbé, Domègbo, Djissoukpa, Fanto, Glo-Djigbé (Yovozinsa), Lohoussa, Yêkon-Aga, Yêkon-Do, Glo missèbo (Espace Saint).
Ces villages ont été pris en compte parce qu'ils abritent un nombre important de la population.
La taille de l'échantillon est déterminée par la formule de Schwartz (1995) :
$X = Z\alpha^2 \times p.q/i^2$ avec :
X = taille de l'échantillon ;
$Z\alpha = 1,96$: Ecart réduit correspondant à un risque α de 95 % ;
$p = n / N$: la proportion des ménages de chaque village *(n)* par rapport au nombre total des ménages de l'arrondissement*(N)*;
i = précision désirée égale à 5 % ;
q = 1- p ;
Cette formule a l'avantage de choisir un échantillon représentatif de l'ensemble de la population humaine. Elle permet en outre d'éviter les pertes de temps en parcourant plusieurs villages et plusieurs ménages.

L'application de la formule de Schwartz a été utilisée pour déterminer le nombre d'enquêtés dans chaque village.
Pour le village Glo-Djigbé (Yovozinsa) par exemple, nous avons :
p = n / N (n =841 et N = 5694)
p = 841 /5694 = 0,14
q = 1-p = 1-0,14 = 0,86
$i = (0,05)^2 = 0,0025$

$X = (1,96)^2 \times 0,14 \times 0,86 / 0,0025 = 185$
X= 185 chefs de ménages
Un taux de réduction de 15 % a été appliqué pour déterminer le nombre exact d'enquêtés :
X = 185 x 0,15
X= 27
Le nombre de chefs de ménages enquêtés dans les autres villages a été déterminé de cette manière. Le tableau 1 présente la récapitulation de l'échantillonnage.

Tableau 1 : Villages parcourus et effectif des chefs ménages interrogés

Arrondissement	Villages parcourus	Effectif total des ménages	Effectif des chefs ménages enquêtés
Glo-Djigbé	Agongbé	420	15
	Domègbo	1106	35
	Djissoukpa	467	16
	Fanto	402	15
	Glo-Djigbé (Yovozinsa)	841	27
	Lohoussa	339	10
	Yêkon-Aga	809	27
	Yêkon-Do	473	16
	Glo Missèbo	837	27
	Total	**5694**	**188**

Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mai 2022 et RGPH 1, 2,3 et 4

Il ressort de l'analyse du tableau 1 que cent quatre-vingt-huit (188) chefs ménages ont été interrogés dans les neuf (09) villages de l'Arrondissement de Golo-Djigbé. En dehors des chefs ménages, neuf (09) chefs villages et le chef de l'arrondissement ont été interviewés. Au total, 198 personnes ont été investiguées.

1.3.2 Traitement des données et analyse des résultats

Les fiches d'enquêtes ont été dépouillées manuellement et les données ont été traitées à l'aide d'outils informatiques. Les textes ont été saisis avec le logiciel Word 2013. Quant aux tableaux et graphiques, ils ont été réalisés à l'aide du tableur Excel 2013. Le traitement cartographique a été fait grâce au logiciel ArcGis 10.1.
L'analyse des résultats s'est basée sur certains calculs et l'adoption de modèle d'analyse.

- ✓ ***Détermination de la population à l'horizon 2030***

En supposant que l'accroissement de la population entre 2013 et 2030 est linéaire et constante, comparable à celui entre 2002 et 2013 (période de référence), la population de 2030 est obtenue par la formule suivante :
$P_{2030} = P_{2013} \times (1+t)^n$ Avec :
P_{2013} : population de l'année initiale (2013) ;
P_{2030} : population de l'année de projection (2030) ;
n = écart entre l'année de projection et l'année initiale ;
t = taux d'accroissement annuel de la commune d'Abomey-Calavi.

✓ ***Calcul du rythme d'évolution des unités d'occupation du sol entre 2000 et 2020***

L'approche suivante a permis d'évaluer l'évolution des unités d'occupation du sol.
Soit U-U2000 la superficie d'une unité d'occupation du sol en 2000 désignée U1 ; et
U-U2020 la superficie de la même unité d'occupation du sol en 2020 désignée U2.
Soit uU, la variation de la superficie de cette unité d'occupation du sol entre 2000 et 2020. uU= U2-U1. Si
uU = 0, il a stabilité ; Si uU < U1, alors il y a régression de l'unité ;
Si uU > U1, alors il y a progression de cette unité.
L'analyse diachronique a permis d'apprécier la dynamique des unités d'occupation du sol et d'analyser l'évolution de l'agglomération de Glo-Djigbé.

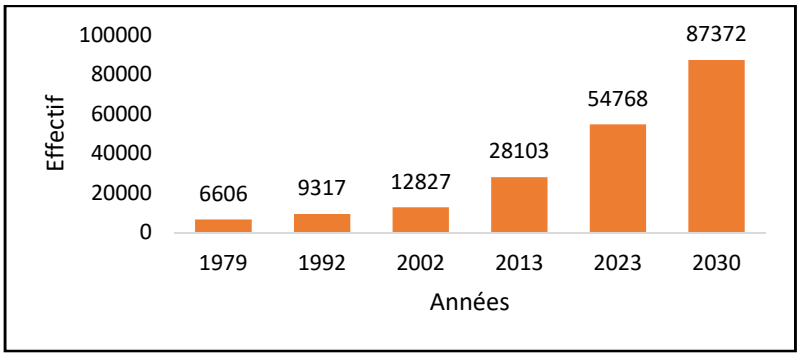
2. Résultats et discussions

Cette rubrique présente et analyse les différents résultats obtenus dans cette recherche.

2.1.Evolution de la population de l'arrondissement de Golo-Djigbé

L'effectif de la population de Golo-Djigbé a évolué à l'instar de celui des autres arrondissements de la commune d'Abomey-Calavi. La figure 2 présente l'évolution de cette population de 1979 à 2013 puis la projection en 2023 et 2030.

Figure 2 : Evolution de la population de Golo-Djigbé de 1979 à 2030



Source : INStaD (ex-INSAE) et estimation de la population en 2023 et 2030

De l'examen de la figure 2, il ressort que l'effectif de la population de l'Arrondissement de Glo-Djigbé a considérablement augmenté entre 1979 et 2013. En effet, avec un effectif de 6 606 habitants en 1979, la population de Glo-Djigbé est passée à 9 317 habitants en 1992 puis à 12 827 habitants en 2002 pour atteindre 28 103 habitants en 2013. Ces résultats montrent qu'entre 1992 et 2013, soit en 20 ans, l'effectif de l'Arrondissement de Glo-Djigbé a triplé. Les projections effectuées indiquent que l'effectif de la population de cet arrondissement serait de 54 768 habitants en 2023 (soit environ le double de celui de 2013) et de 87 372 habitants en 2030.
Cette évolution de la population de l'Arrondissement de Glo-Djigbé est due à l'accroissement naturel de la population autochtone et à la présence de plus en plus remarquable des allochtones venus surtout des villes d'Abomey-Calavi et de Cotonou à la recherche de terres habitables et au développement de leurs activités économiques.
Par ailleurs, si la tendance de la croissance de la population de Glo-Djigbé est maintenue, il serait important que la réalisation des infrastructures sociocommunautaires de base suive le rythme de cette croissance démographique afin de permettre aux habitants d'avoir facilement accès aux services sociaux de base dans le but de jouir d'un cadre de vie acceptable.

2.2.Manifestations de la périurbanisation à Glo-Djigbé

L'analyse de l'évolution des unités d'occupation du sol et des mutations foncières a permis d'examiner les manifestations de la périurbanisation dans l'Arrondissement de Golo-Djigbé.

2.2.1. Dynamique de l'occupation des terres

La croissance démographique engendre la dynamique des unités d'occupation dans l'arrondissement de Glo-Djigbé. Les cartes d'occupation du sol des années 2000 et 2020 ont été réalisées pour mieux appréhender les changements observés dans l'Arrondissement de Glo-Djigbé (Figure 3 et 4).

Figure 3 : occupation du sol à Glo-Djigbé en 2000

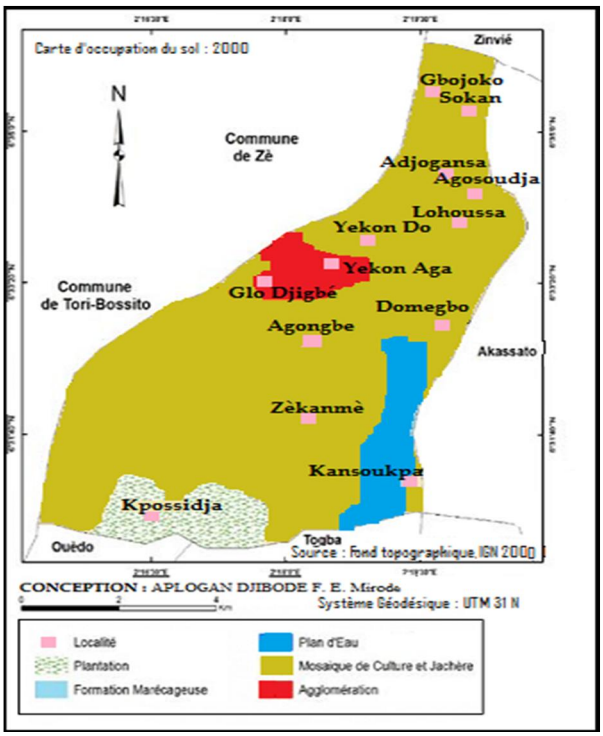
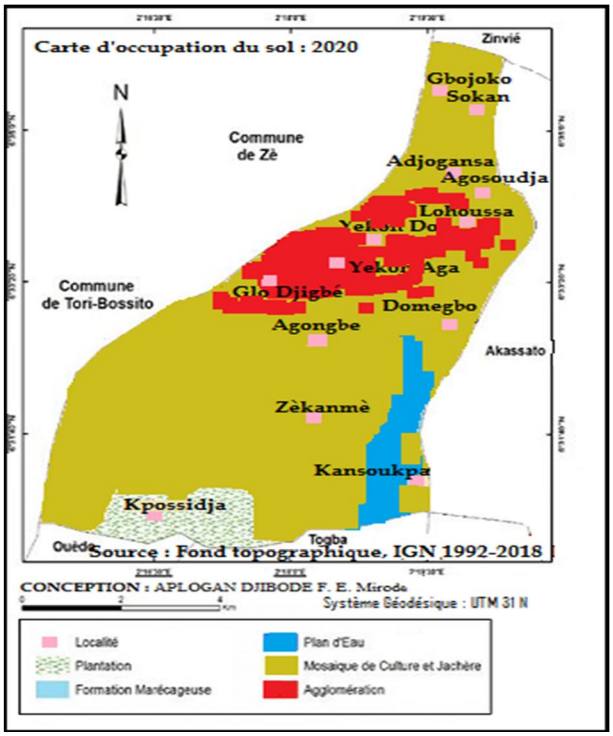


Figure 4 : occupation du sol à Glo-Djigbé en 2020



Les figures 3 et 4 permettent d'apprécier l'évolution des unités d'occupation du sol de l'Arrondissement de Glo-Djigbé entre 2000 et 2020. En effet, l'interprétation des photographies aériennes et l'analyse diachronique des figures 3 et 4 montrent que de profondes mutations sont observées au niveau des différentes unités d'occupation du sol dans l'arrondissement de Glo-Djigbé entre 2000 et 2020. Les statistiques relatives à l'évolution des superficies des différentes unités d'occupation sont présentées dans le tableau 2.

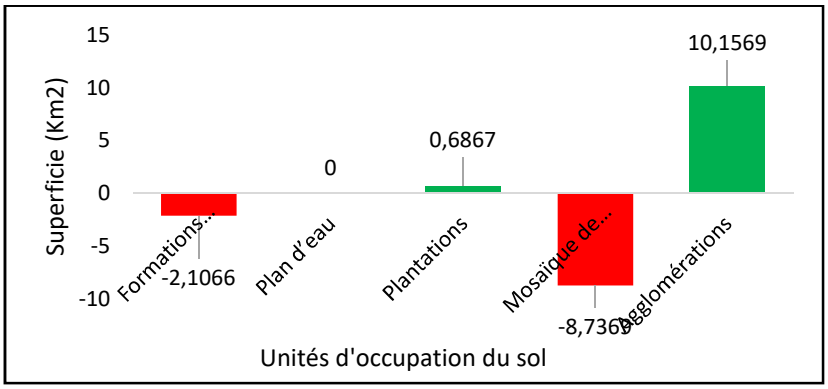
Tableau 2 : Évolution de l'occupation du sol dans l'arrondissement de Glo-Djigbé entre 2000 et 2020

Unités d'occupation du sol	Superficies en 2000 (Km²)	Superficies en 2020 (km²)	Différence (km²)	Observations
Formations marécageuses	3,4141	1,3075	-2,1066	Régression
Plan d'eau	0,0162	0,0162	00	Stabilité
Plantations	3 ,8	4,4867	0,6867	Progression
Mosaïque de Culture et Jachère	37 ,6999	28,963	-8,7369	Régression
Agglomérations	5,5953	15,7522	10,1569	Progression
Total	**50,5225**	**50,5256**	-	

Source : Résultats d'interprétation des images LANDSAT 2000 et 2020

L'analyse du tableau 2 montre que toutes les unités d'occupation du sol ont connu de mutations. En effet, Les superficies des formations marécageuses ont régressé et elles sont passées de 3,4141 km² en 2000 à 1,3075 km² en 2020, soit une régression de 2,1066 km². La réduction de la superficie des mosaïques de Culture et Jachère de 8,736 Km² témoigne du niveau d'avancement d'achat des terres agricoles au profit de la construction des habitations dans l'Arrondissement de Glo-Djigbé. Les superficies des agglomérations sont passées de 5,5953 km en 2000 à 15,7522 km en 2020, soit une augmentation de 10,15 km. De même, la superficie des plantations qui était de 3,8 km² en 2000 est passée à 4,4867 km² en 2020, soit une progression de 0,6867 km². Ces résultats montrent que les formations naturelles ont régressé au profit de celles humaines (figure 5).

Figure 5 : Evolution des superficies des unités d'occupation du sol à Glo-Djigbé



Source : Résultats d'interprétation des images LANDSAT 2000 et 2020

A la lecture de la figure 5, il ressort que les formations marécageuses et les mosaïques de culture et jachère ont connu respectivement une régression de leurs superficies de 2,1066 km² et 8,7369 km² entre 2000 et 2020. La régression des superficies de ces unités d'occupation du sol s'est faite au profit de celles des plantations et des agglomérations respectivement de 0,6867 km² et 10,1569 km².

Au vu des résultats obtenus, il est à retenir que les agglomérations ont connu une augmentation très rapide de leurs superficies. Il faudrait ajouter la mise en place de quelques infrastructures socio-

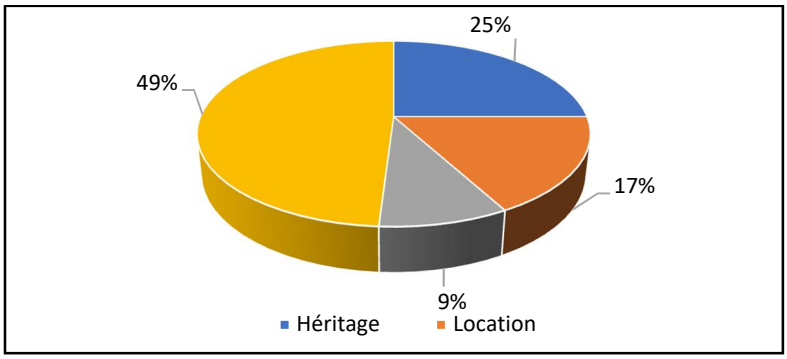
communautaires de base. Ces données montrent que l'Arrondissement de Glo-Djigbé est dans une forte dynamique d'occupation humaine. Ce qui affecte considérablement les mutations foncières dans cet arrondissement.

2.2.2. Mutations foncières

2.2.2.1. Modes d'accès à la terre à Glo-Djigbé

Les principaux modes d'accès à la terre dans l'arrondissement de Glo-Djigbé sont : l'héritage, l'achat, la location, l'emprunt et le don (figure 6).

Figure 6 : Modes d'accès à la terre dans l'arrondissement de Glo-Djigbé



Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mai 2022

De l'analyse de la figure 6, il ressort que l'achat est le mode d'accès dominant avec 49 %. Il s'en suit l'héritage et la location et enfin le prêt avec respectivement, des proportions de 25%, 17 % et 9 %. Ces modes d'accès à la terre sont à la base de la dynamique foncière dans la localité et constituent dans le même temps un des facteurs de la périurbanisation du milieu. Ainsi, l'Arrondissement de Glo-Djigbé est devenu aujourd'hui un champ de conquête foncière accrue et permanente où le nombre des propriétaires non autochtones ne cesse d'augmenter. Des politiciens et des cadres de l'administration ou des opérateurs économiques ont parfois pesé de tout leur poids pour diriger vers leurs maisons certains services publics (électricité, eau, téléphone, etc.) et permettre à leurs voisins d'en bénéficier. Néanmoins, on assiste toujours à un accès difficile des ménages aux services sociaux de base dans certaines localités de l'arrondissement de Glo-Djigbé.

2.2.2.2. Evolution des prix des parcelles à Glo-Djigbé

Dans l'Arrondissement de Glo-Djigbé, le foncier subit de grandes mutations. La spéculation foncière dans cette zone est liée au phénomène de la périurbanisation. En effet, la forte pression démographique, l'annonce du projet aéroportuaire de Glo-Djigbé et surtout la mise en service de la Glo-Djigbé Industrial Zone (GDIZ) située dans l'Arrondissement à environ 45 km de Cotonou dédiée à la transformation locale de produits agricoles tels que le coton, les noix de cajou, l'ananas, le soja, etc. motivé les propriétaires terriens à vendre tout ou une partie de leur patrimoine foncier. De plus, la valeur de la terre varie selon la situation géographique. Elle n'est donc pas la même quand elle se situe au bord de la route nationale, dans la zone de l'aéroport, à côté du marché, à côté d'une école. Le prix de la terre varie donc en fonction de sa position géographique. Ainsi, plus la zone est proche d'une infrastructure, mieux elle coûte cher et plus elle est éloignée moins elle coûte. Le tableau 3 présente l'évolution du prix des parcelles de 500 m^2 en moyenne à Glo-Djigbé en 2016 et 2020.

Tableau 3 : Quartiers et variation du prix des parcelles de 500 m² en moyenne à Glo-Djigbé entre 2016 et 2020

Villages/Années	2016	2017	2018	2019	2020
Agongbé	5.000.000	5.100.000	5.150.000	5.500.000	6.000.000
Djissoukpa	7.000.000	7.200.000	7.500.000	8.500.000	9.000.000
Domègbo	5.500.000	5.650.000	5.675.000	5.700.000	5.900.000
Glo-Missebo	8.000.000	8.150.000	8.500.000	9.500.000	11.000.000
Fanto	1.000.000	1.175.000	1.300.000	1.650.000	2.000.000
Lohoussa	1.500.000	1.520.000	1.620.000	1.800.000	2.500.000
Yèkon-Do	2.500.000	2.250.000	2.275.000	2.300.000	2.550.000
Yèkon-Aga	1.000.000	1.100.000	1.250.000	1.300.000	1.975.000
Glo-Yovozinsa	6.500.000	6.600.000	7.000.000	7.950.000	9.775.000

Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mai 2022

De l'analyse du tableau 3, il ressort que le prix de la parcelle a considérablement évolué entre 2016 et 2020 dans l'Arrondissement de Glo-Djigbé en fonction de la position géographique du quartier. Les prix parcelles situées dans les zones à fort développement périurbain comme Djissoukpa, Glo-Missebo, Glo-Yovozinsa ont connu une hausse remarquable du fait de la proximité de la voie bitumée, du marché de Glo-Djigbé et surtout du projet de construction de la zone franche industrielle de Glo-Djigbé. Alors que dans les autres villages, les prix des parcelles sont beaucoup plus accessibles aux populations aux revenus moyens. L'évolution du prix des parcelles dans l'arrondissement de Glo-Djigbé est un facteur très important de la périurbanisation de cette zone.

2.2.2.3. Etat du lotissement dans l'Arrondissement de Glo-Djigbé

Le lotissement de l'Arrondissement de Glo-Djigbé est en cours ; il comporte deux tranches.

- ✓ **Première tranche**

Elle a commencé en 2003 et regroupe les villages suivants : Djissoukpa, Adjamey, Missèbo (Espace Saint), Zèkanmey, Yèkon-Aga, Agonkessa et une partie des villages Yèkon-Do et Domègbo. Le lotissement de cette première tranche est à l'étape d'ouverture des voies. Ces villages attendent l'installation des infrastructures de services sociaux de base. Cet état de choses n'empêche pas l'arrivée et l'installation de nouveaux habitants accentuant ainsi la périurbanisation de la zone.

- ✓ **Deuxième tranche**

Elle a commencé en 2013 et prend en compte les villages Glo-Centre, Agongbé, Domègbo, Yèkon-Do, Azonsa, Alladacomey, Fanto et Lohoussa. Dans cette tranche, le lotissement est à l'étape de l'état des lieux. Le non achèvement des opérations de lotissement de la deuxième tranche empêche l'installation du réseau de la SONEB et de la SBEE à cause du prix élevé de leurs équipements. Néanmoins certains ménages préfèrent s'éloigner pour construire avant le lotissement, quitte à perdre une partie de leur maison après cette opération. Plusieurs lotissements sont ouverts à la fois alors que les moyens n'existent pas (ou ne sont pas prévus dans certains cas) pour mettre en place les services sociaux de base qui devraient accompagner l'installation de la population.

2.3.Accès aux infrastructures de services sociaux de base à glo-djigbé

Cette rubrique présente les effets de l'inégale répartition des infrastructures de base dans l'arrondissement de Glo-Djigbé.

2.3.1. Insuffisance des infrastructures éducatives

L'arrondissement de Glo-Djigbé dispose de deux (02) écoles maternelles à Domègbo et Missebo (Espace Saint), de treize (13) écoles primaires publiques dans tous les villages sauf Agonkessa. Glo-Djigbé dispose de trois (03) Collèges d'Enseignement Général (CEG) situés respectivement à Glo-centre, Yèkon-Do et Alladacomey. La planche 1 montre l'entrée d Collèges d'Enseignement Généraux 2 et 3 de Glo-Djigbé.

Planche 1 : Vue partielle de l'entrée des CEG 2 et 3 de Glo-Djigbé

Prise de vues : Baloubi, Novembre 2022

La planche 1 montre une vue partielle de l'entrée des CEG 2 et 3 de Glo-Djigbé. Il est observé qu'aucun de ces collèges n'est clôturé et sont distants des agglomérations. Ce qui ne facilite pas leur accès aux apprenants. La plupart des infrastructures dans cet arrondissement souffrent de véritables problèmes d'accès à électricité, d'eau potable. Les infrastructures scolaires sont à plus de 42 % en mauvais état ou en matériaux précaires (photo 1).

Photo 1 : Une salle de cours dans le CEG1 de Glo-Djigbé

Prise de vue : Baloubi, mai 2022

La photo 1 montre que la construction des infrastructures scolaires dans l'arrondissement ne suit pas l'accroissement de l'effectif élevé des écoliers et élèves. Ce qui amène les autorités de ces écoles à ériger des bâtiments qui ne garantissent pas la sécurité des enfants.

Les infrastructures d'enseignement maternel, primaire et secondaire publics sont en nombre insuffisant pour répondre aux besoins de la population grandissante dans l'arrondissement de Glo-Djigbé. Les écoles primaires publiques (EPP) sont sous-équipées et le nombre de personnel qualifié est insuffisant avec une forte disparité. A cela s'ajoute l'insuffisance de manuels scolaires (un livre pour plus de six écoliers). La non proximité de ces écoles et collèges aux populations amène les parents à inscrire leurs enfants dans les établissements privés.

2.3.2. Insuffisance des infrastructures de santé

Le nombre insuffisant des centres de santé crée des difficultés d'accès aux soins à la population car elle ne cesse de croître au jour le jour. De même, les centres de santé de l'arrondissement ne disposent pas de matériels conséquents et performants. Glo-Djigbé ne dispose que d'un centre de santé, comme infrastructure publique, qui est localisé à Zèkanmey. La photo 2 présente le centre de santé de Glo-Djigbé.

Photo 2 : Centre de Santé de Glo-Djigbé situé à Zèkanmey

Prise de vue : Baloubi, mai 2022

Les différentes prestations de soins (les soins généraux, l'accouchement, la consultation prénatale) sont offertes par ce centre public de santé aux populations au quotidien. Néanmoins, le centre de santé de Glo-Djigbé souffre de plusieurs maux qui agissent sur la qualité des services offerts. Il s'agit notamment du manque de bâtiment, du manque de matériels médicaux ce qui occasionne souvent des cas d'évacuation. A cela s'ajoute l'accueil peu courtois des agents selon les patients interrogés.

2.3.3. Insuffisance des infrastructures hydrauliques

Dans l'arrondissement de Glo-Djigbé, le château AEV (Adduction d'Eau Villageoise) à travers ses extensions dans les différents villages est la principale source d'approvisionnement en eau potable. A cause de la lenteur des opérations de lotissement dans cet arrondissement, très peu (30 %) de ménages sont abonnés à la SONEB. Environ 50 % des ménages enquêtés utilisent les forages et 20 % utilise l'eau de puits. L'arrondissement dispose d'un château AEV situé dans le village Djissoukpa. Il alimente les quatorze (14) villages de l'arrondissement et quelques villages environnants. Il possède une capacité de 1800 m^2. Mais le problème d'extension dans les villages reculés se pose toujours. Les villages que l'extension n'a pas pu couvrir se sont abonnés à la SONEB ou utilisent l'eau de puits. Dans l'arrondissement de Glo-Djigbé, la faible couverture en eau potable de la SONEB dans les différents villages s'explique par la lenteur des opérations de lotissement. La photo 3 montre le château AEV utilisé par la population de Glo-Djigbé.

Photo 3 : Château AEV à Djissoukpa

Prise de vue : Baloubi, mai 2022

La photo 3 montre le château d'eau qui alimente l'arrondissement de Glo-Djigbé. Il est géré par affermage.

2.3.4. Insuffisance des infrastructures électriques

Situé au bord de la RNIE 2 et éloigné de l'arrondissement d'Abomey-Calavi centre, l'arrondissement de Glo-Djigbé a un taux d'électrification très faible évalué à 1,51% et un taux de couverture de l'ordre de

5,29 %. Dans l'arrondissement de Glo-Djigbé, le taux de desserte est de 6,83 %. Cette évolution est due à la proximité de la RNIE 2.

2.3.5. Insuffisance des infrastructures marchandes

Le marché de Glo-Djigbé constitue la seule infrastructure marchande présente dans l'arrondissement. Il s'anime tous les cinq jours de 07h à 22h. Les hangars aménagés sont occupés pour la plupart par des vendeurs des produits manufacturés, cosmétiques, industriels et vivriers. Certains vendeurs préfèrent étaler leurs marchandises à l'entrée du marché et à même le sol.

La photo 4 montre une vue partielle de la devanture du marché de Glo-Djigbé.

Photo 4 : Vue partielle de l'entrée du marché de Glo-Djigbé

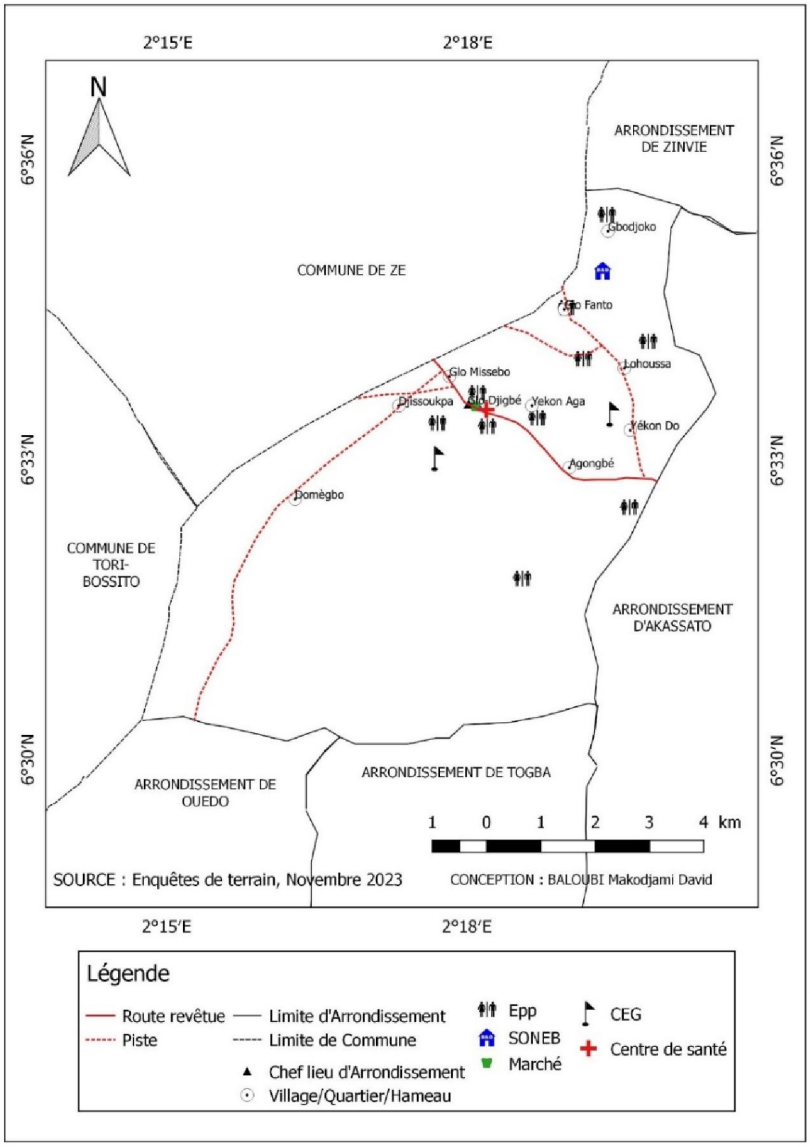
Prise de vue : Baloubi, mai 2022

La photo 4 montre l'entrée du marché de Glo-Djigbé. Sous prétexte que la place occupée dans les hangars ne suffit pas, d'autres revendeuses viennent s'installer à même le sol à l'entrée du marché pour mieux étaler leurs marchandises malgré le soleil et la pluie qui les dérangent car pour elles, cette place est beaucoup mieux pour la vente de leurs produits.

Dans ce marché, le paiement des droits de place se déroule une fois par mois contre remise de tickets. Il faut noter que les femmes occupant les hangars aménagés ne correspondent pas toujours aux attributions enregistrées ; certaines cèdent leur place à des commerçants qui sont en quête de hangars sans aviser la cellule de gestion. Ces commerçantes sont chargées de leur payer une redevance à la fin de la journée. D'autres prennent plusieurs hangars à la fois et font de la sous location. En ce qui concerne l'hygiène et la salubrité dans le marché, il y a la présence des tas d'ordures à proximité des hangars et des boutiques. Les latrines installées dans ces marchés sont très peu entretenues. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que la mairie accorde peu d'importance à l'assainissement des infrastructures et équipements marchands.

La figure 7 présente la répartition spatiale des infrastructures sociocommunautaires dans l'Arrondissement de Glo-Djigbé.

Figure 7 : répartition spatiale des infrastructures sociocommunautaires dans l'Arrondissement de Glo-Djigbé



Source : Enquêtes de terrain

L'observation de la figure 7 permet de constater que l'Arrondissement de Glo-Djigbé est doté d'un seul centre de santé public, d'un seul marché, de trois (03) collèges d'enseignement général, un bureau de SONEB et de douze Ecoles primaires publiques pour quatorze villages.

Au vu de ces résultats, il est à noter que les infrastructures socio- communautaires dans l'Arrondissement de Glo-Djigbé sont, non seulement insuffisantes, mais, aussi mal positionnées géographiquement. Ce qui ne facilite pas leur accès à la population riveraine.

2.4.Perspectives

. Les travaux de terrain ont permis de savoir que des acteurs humanitaires aident déjà le gouvernement à planifier et à mettre en œuvre une stratégie nationale visant à améliorer l'accès des populations vulnérables aux services sociaux de base. Mais, en raison des contraintes budgétaires et de la présence limitée du gouvernement dans le milieu, la satisfaction n'est pas encore à hauteur des attentes.

De nombreuses pratiques issues des efforts des acteurs humanitaires et de la société civile s'avèrent efficaces pour lever les obstacles géographiques et financiers auxquels se heurtent les populations vulnérables. La coordination est essentielle, mais la nature et l'étendue de la coordination devraient

varier. Si les acteurs humanitaires et de la société civile peuvent jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre dans l'Arrondissement, le gouvernement est responsable de la prestation des services de protection sociale dans le pays et doit être impliqué dans la fourniture des services dont il est responsable. Les mécanismes de coordination entre le gouvernement et les acteurs humanitaires et de la société civile doivent être mieux et plus systématiquement définis, aux niveaux régional et local.
Ces mécanismes devraient tenir compte de la diversité des contextes de sécurité dans les différents milieux, afin d'assurer le niveau approprié d'engagement de l'État. Dans tous les domaines, cela devrait inclure au minimum des instances et des processus de partage régulier d'informations avec les autorités administratives et les services techniques sur les actions prévues et en cours. Dès que les conditions le permettront, ces autorités devraient être activement et systématiquement engagées dans un partenariat, afin de renforcer progressivement leurs capacités techniques.
Les forces doivent coordonner et orienter davantage leurs activités civiles de « projets à impacts rapides » vers l'infrastructure de services sociaux. Ce ciblage apporterait une meilleure complémentarité en s'attaquant à des secteurs d'activités très peu ciblés par les ONG.

3. Discussion

Les résultats issus de la présente recherche ont montré que le trop-plein de la ville de Cotonou accélère le phénomène de la périurbanisation dans la commune d'Abmey-Calavi en général et de l'Arrondissement de Glo-Djigbé en particulier. Ces résultats sont confirmés par B. Tahaba (2011, p.75) qui a montré à l'issue de ses recherches que l'étalement urbain de Cotonou qui se fait par le biais du phénomène de la périurbanisation sur la commune d'Abomey-Calavi en général et sur l'arrondissement de Glo-Djigbé en particulier engendre de profondes mutations dont les mutations socio-spatiales.
Par ailleurs, les travaux de terrain ont montré que l'Arrondissement de Glo-Djigbé est très convoité et investipar les immigrés, ce qui a favorisé une demande de plus en plus forte de parcelles pour construire des habitations à cause de sa position géographique par rapport à la RNIE 2 qui facilite les mouvements résidentiels vers les villes de Bohicon, d'Abomey-Calavi et de Cotonou. Dans cet arrondissement, la terre devient chère et les surfaces concernées par les transactions se réduisent et le foncier se vend désormais par carré de 25m x 25m. Ce résultat est confirmé par celui de P. Lavigne Delville (2018, p.10) qui a montré que lorsque la terre devient rare, les surfaces concernées par les transactions se réduisent : là où, il y a une dizaine d'années, on vendait 30 ha, on en vend 3 ou 4 ; là où il se trouvait des parcelles de 4 ou 5 ha, se comptent désormais des carrés de 40m x 40m ou 25m x 25m, comme en milieu urbain. Ceci accélère la périurbanisation. C'est le constat fait dans l'Arrondissement de Glo-Djigbé où la périurbanisation entraine la croissance démographique qui est passée de 12 827 habitants en 2002 à 28 103 habitants en 2013 pour atteindre 54 768 habitants en 2023 selon les projections faites. Mais, cette augmentation de la population n'est pas suivie par la réalisation des infrastructures sociocommunautaires de base. Les résultats du terrain ont montré que l'Arrondissement de Glo-Djigbé ne dispose que d'un seul centre de santé public et d'un seul marché qui ne sont pas géographiquement centriques pour une population d'environ 54 768 habitants en 2023. De même, les trois (03) collèges d'enseignement général et les douze (12) écoles primaires publiques sont mal positionnés géographiquement et sont également insuffisants pour faciliter leur accès aux apprenants. C'est l'ensemble de ces constats qui ont permis à C. Dossou (2013, p.84) d'indiquer que toute la commune d'Abomey-Calavi a une faible structuration urbaine. Ces résultats sont similaires à ceux obtenus par L. R. Bèkou (2021, p.40) qui a également montré que les infrastructures sociocommunautaires sont, non seulement, insuffisantes dans le troisième Arrondissement de Parakou au nord-Bénin, mais qu'il y a aussi une mauvaise répartition de ces infrastructures, ce qui rend difficile leur accès aux populations riveraines.

Conclusion

La périurbanisation est un processus complexe qui entraîne une artificialisation croissante du territoire. Au terme des recherches et analyses portant sur la périurbanisation et l'accès des ménages aux services sociaux de base dans l'arrondissement de Glo-Djigbé, il convient de noter que la croissance démographique a été rapide et particulièrement dévoreuse d'espace. Quant aux facteurs explicatifs de

cette dynamique périurbaine, ils sont nombreux et variés mais la saturation de la ville d'Abomey-Calavi surtout et la disponibilité foncière et son coût relativement bas dans l'arrondissement de Glo-Djigbé restent très déterminantes. Cet espace nouveau, ni ville, ni campagne, est un espace où la population s'accroît de plus en plus, où il y a une forte demande en infrastructures de base dont la disponibilité, malheureusement, ne suit pas la croissance démographique.

La périurbanisation dans l'arrondissement de Glo-Djigbé est un processus récent, il présente aujourd'hui des inconvénients qui paraissent complexes à régler. Pour ce qui est de l'accès aux services sociaux de base, il serait intéressant de mettre en place une stratégie visant à améliorer l'accès des populations à ces services à travers l'élaboration de meilleurs outils de planification.

Références Bibliographiques

1. AGOSSOU Noukpo, 2011, Paradoxes de l'étalement urbain à Porto-Novo : dynamique démographique et économique vs dynamique foncière. In, Les Cahiers d'Outre-Mer, Revue de géographie de Bordeaux, 2011, n° 256, DOI : 10.4000/com.6370, pp. 467-484.
2. BALOUBI Makodjami David, 2013, Dynamique démographique, urbanisation et perspectives de développement de la commune d'Abomey-Calavi (Sud-Bénin). Thèse de Doctorat unique de géographie, EDP/FLASH/UAC, 328 p.
3. BEKOU Léontine Ranti, 2021, Dynamique urbaine et accès aux services urbains de base dans les quartiers périphériques du troisième Arrondissement de Parakou. Mémoire de licence (DGAT/FASHS/UAC), 53p.
4. DOSSOU Claude, 2013, Urbanisation spontanée dans la ville d'Abomey-Calavi : conséquences socio-économiques, environnementales et approches de solutions. Mémoire de maîtrise (DGAT/FASHS/UAC), 102 p.
5. INSAE, 2013, Rapport provisoire des résultats du quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH 4). Cotonou, Bénin, 87 p.
6. JAILLET Marie-Christine, 2004, L'espace périurbain, un univers pour les classes moyennes, Revue Esprit, n°33, pp. 40-62.
7. LAVIGNE DELVILLE Philippe, 2018, Les marchés fonciers ruraux au Bénin : Dynamiques, conflits, enjeux de régulation, Les Cahiers du Pôle Foncier N° 19, 56 p.
8. OCDE/Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 2020, « Défis et mesures de l'urbanisation en Afrique », dans Africa's Urbanisation Dynamics 2020 : Africapolis, Mapping a New Urban Geography, Éditions OCDE, Paris, 22 p.
9. ONU-HABITAT, 2012, Aménagement du territoire, accès aux services de base pour tous et impacts du changement climatique en Afrique. Nairobi, ONU-Habitat, 30 p.
10. POULOT Monique et ARAGAU Claire, 2013, Habiter en périurbain ou réinventer la qualité de la ville. In, archives ouvertes, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, pp.1-12.
11. TAHABA Badama, 2011, Mutations socio-spatiales d'un arrondissement périurbain : Cas de l'Arrondissement de Glo-Djigbé. Mémoire de maîtrise (DGAT/FASHS/UAC), 100p.
12. VERON Jacques, 2008, Enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'urbanisation du monde. In, mondes en développement, n°142, pp : 39-52.